

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT



ÉDITORIAL

Questions de formation

On n'a jamais fini de parler de formation politique à gauche. D'abord, on doit en permanence se redemander l'objectif que l'on poursuit dans une entreprise de formation politique: *à quoi et pourquoi* forme-t-on?

Il existe une tradition qui, à ces questions, répond très simplement: une organisation de gauche doit former à l'*autonomie* collective et individuelle et à elle seule. Cette tradition n'est pas celle de toute la gauche, on le sait, car on a bien souvent répondu que l'objectif était tout au contraire de former des militant·e·s discipliné·e·s. De Lénine à Badiou en passant par Mélenchon et Garaudy, l'idée qu'un·e bon·ne militant·e est un·e militant·e qui obéit a laissé une marque aussi funeste qu'indélébile dans les pratiques et la pensée d'une grande partie de la gauche.

Qui forme-t-on ensuite? Les futur·e·s dirigeant·e·s, les élu·e·s, les militant·e·s, tout le monde? Adossée à la précédente, cette question a elle aussi donné lieu à des réponses diverses au sein de la gauche. L'idée qu'il s'agit d'offrir la même formation à tou·te·s – sans limitation aux frontières étroites d'une organisation – nous semble la seule à même de travailler à l'autonomie de chacun·e.

Lorsqu'on a réfléchi à ces questions, on peut enfin se demander *comment* organiser une formation politique. Ni endoctrinement, ni répétition d'une tradition morte, ni allégeance réitérée à un mouvement ou à un·e chef·fe, la formation politique telle que nous la concevons est faite de l'attention à l'histoire et à l'héritage des luttes qui ont construit la gauche, de la priorité laissée à l'action politique elle-même, et d'une liberté de discussion aussi large que possible quant à cette action et à ses finalités.

Réd.



Formation, émancipation et autonomie

“Sois autonome”, telle est l'injonction qui doit animer toute formation politique démocratique, mais elle est à la limite de la contradiction. En effet, on ne peut contraindre à l'autonomie, mais on ne peut pas davantage penser que cette dernière est “naturelle”, seulement maintenue dans les fers par la société. On ne naît pas autonome, on le devient, et pas n'importe comment.

Au travers des expériences des formations syndicales, des écoles ouvrières, des jeunesses de parti ou encore des rencontres militantes, *Pages de gauche* vous propose ce mois-ci quelques réflexions sur cette question toujours ouverte de la formation politique.

Lire en pages 4 à 7

■ Afrique du Sud

Quelques explications sur le massacre de Lonmin

Page 3

■ Congrès du PSS

La bonne surprise de Lugano

Pages 8 et 9

■ Genève

Qu'est-ce qu'un gouvernement «monocolore»?

Page 11

Le revenu de base inconditionnel en débat le 26 octobre

Notre dossier d'été consacré au revenu de base inconditionnel (voir *Pages de gauche* n° 113) a suscité de nombreux commentaires et réactions. Comme son objectif premier était précisément de provoquer un débat à gauche, ces derniers nous ont réjouis, et nous ont convaincus de l'opportunité d'organiser un débat sur la question, auquel chacun·e est bien évidemment très cordialement invité.

Ce débat rassemblera Bernard Friot (Université de Paris-X), Yannick Vanderborght (Université libre de Bruxelles), Gabriel Barta (du réseau BIEN-Suisse) et une quatrième invitée. Il aura lieu le 26 octobre au casino de Montbenon à Lausanne (dans le salon bleu) à 20h00.

On trouvera d'autres informations sur ce débat ainsi que des textes de référence sur www.pagesdegauche.ch.

ERRATUM

Contrairement à ce que nous indiquions dans notre dossier consacré au RBI (n° 113), l'initiative «Pour un revenu de base inconditionnel» n'a pas été lancée par BIEN-Suisse, mais par un comité indépendant. Nous adressons nos excuses à ce dernier pour cette erreur.

D'autre part, l'adresse correcte du site de l'artiste Vera Rigo, qui a illustré le dernier numéro, est la suivante: www.artvera.info.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs): Fr. 39.–

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Adrien Faure (AF), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Stéphanie Pache (SP), Emilie Pasquier (EP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thierry (AT)

Comité:
Mathieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Philipp Müller, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

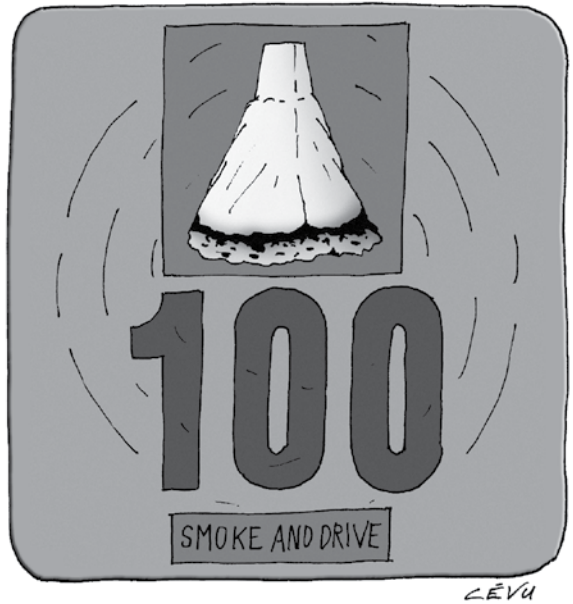
Secrétariat de rédaction et mise en page:
Antoine Chollet

Webmasters:
Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:
Dominique Hartmann et Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



La vignette et le joint à cent balles.

10 ANS DE *PAGES DE GAUCHE*

Sens et sensibilités

Il serait quelque peu abusif de prétendre que j'ai passé de longues années à la rédaction. Mais ces brèves années ont été suffisamment intenses pour produire des souvenirs à la pelle...

Les souvenirs «olfactifs», d'abord, puisque l'on dit que l'odorat est le sens de la mémoire. Je me souviens de la salle de la rédaction, local loué par le grand frère à la fois respecté et honni: *Domaine Public*. Il y régnait une irrésistible odeur d'austérité militante. Un mélange d'effluves qu'il faut avoir senti au moins une fois dans sa vie de militant: les bibliothèques vieillissantes, le parquet en bois grinçant, les ouvrages aux pages écornées et les piles des derniers numéros de *Pages de gauche* encore tout frais de l'imprimerie.

Le souvenir de s'en être mis plein les yeux en découvrant chaque numéro, en cherchant tout de suite le «mort» de Philippe Mivelaz, toujours très inspiré, et le bonhomme au cigare, toujours très distingué.

Et puis, bien entendu, les longues discussions de ces séances du lundi soir, pour l'infini plaisir des oreilles et des méninges. J'avais d'emblée été frappé par la très haute qualité

des débats et le savoir encyclopédique de certains membres de la rédaction. J'en apprenais davantage sur le syndicalisme européen et les figures historiques de la gauche en une séance de *Pages de gauche* qu'en mille lectures académiques. La marque de fabrique de *Pages de gauche*, c'est sa capacité à garder le cap, à ne pas céder aux sirènes assourdissantes des vérités dominantes et des lieux communs. Le plaisir et la fierté d'avoir pu modestement contribuer à alimenter cette ligne rédactionnelle – surtout pour le volet «écologie politique» – demeurent encore très présents.

Enfin, le goût. Surtout celui de la bière après les séances de rédaction. Peut-être aussi un petit goût d'inachevé dans la bouche, celui d'être parti un peu vite. Il est venu un moment où je me suis senti trop vert dans la pomme. Dommage, car de nombreuses pommes sont bel et bien vertes. Et je suis plus que jamais convaincu que pastèques et pommes vertes doivent tirer à la même corde pour les combats qui sont ceux de *Pages de gauche*!

Raphaël Mahaim
Membre de la rédaction de 2007 à 2009

AFRIQUE DU SUD

La tragédie de Lonmin

Les nombreux morts dans la mine sud-africaine de Lonmin ont donné lieu à la tragédie la plus sanglante de l'ère post-apartheid (45 morts au total depuis le début de la grève, dont 34 grévistes tués par les forces de l'ordre le 16 août 2012). Le résultat immédiat a été de chercher des coupables et de s'accuser tous azimuts. Mais toutes les accusations et contre-accusations ne font que mettre en évidence les nombreuses questions qui doivent être posées.

La possible surréaction d'une police fortement armée, qui a occasionné de nombreux morts et blessé·e·s, est le point de départ évident pour celles et ceux qui veulent demander des comptes. Des questions doivent être posées quant au dispositif policier, à l'utilisation de balles réelles, et à qui a donné l'ordre de tirer.

Les causes de cette tragédie vont cependant bien au-delà de la préparation de la police, de la rivalité entre les syndicats de l'Union nationale des mineurs (NUM) et de l'association des mineurs et de la construction (Amcu) et des problèmes de management.

LA MONTÉE DE LA COLÈRE

Par-dessus tout, ce dramatique événement ne devrait pas être vu indépendamment des autres protestations violentes, qui se déroulent de manière quasi quotidienne en Afrique du Sud. Toutes semblent venir de la même cause fondamentale, la montée de la colère sur les lieux de travail. Il y a bien entendu des

circonstances particulières liées au secteur des mines. Toutefois, plus généralement, ce qui est à l'origine de ces soulèvements est un phénomène de «trop-plein», la colère de celles et ceux dont les vies restent enfermées dans la pauvreté.

Que cela se soit passé ainsi montre que, en vérité, la situation des mineurs est pire que jamais. Du temps de l'apartheid, les compagnies minières entassaient leurs mineurs dans des taudis, pour augmenter leurs profits. Cette forme de logement n'est plus vraiment admise aujourd'hui, bien qu'elle existe toujours. Les familles peuvent désormais rejoindre leur parent. Mais plutôt que de fournir des logements convenables aux familles, les compagnies se sont tournées de plus en plus vers la sous-traitance.

DÉVELOPPEMENT DE LA SOUS-TRAITANCE

Cela signifie que les marchands de main d'œuvre se battent en baissant systématiquement les coûts pour gagner les contrats des mines. Ce sont les travailleuses·eurs prolétarié·e·s et leur famille qui payent le prix de ce que les syndicats ont appelé une course folle vers le bas.

De telles conditions, à côté de la relation jugée parfois trop proche entre le syndicat établi du NUM et le management de la mine, a permis l'émergence de nouveaux syndicats. Un de ceux-ci a été l'Amcu, créé il y a plus de dix ans dans les mines de charbon de Mpumalanga. L'Am-

cu a été créée par des membres mécontents du NUM et affiliée au Conseil national des syndicats (Nactu) qui a ses racines dans le mouvement d'émancipation des noirs. Dans la période de transition en 1994, le Nactu a flirté brièvement avec l'idée d'une affiliation au Congrès panafricain avant de décider de rester indépendant.

L'Amcu est maintenant active dans le secteur du platine, se présentant comme le défenseur des intérêts des travailleuses·eurs et leur promettant de se battre pour de meilleures conditions de vie, des meilleurs salaires et des droits égaux pour tous. Elle a trouvé une oreille très attentive à travers ce secteur où il y a une colère toujours croissante face à la perte d'emplois et au développement de la sous-traitance.

Lonmin, par exemple, emploie plus de 27'000 travailleuses·eurs, 10'000 d'entre eux relevant de la sous-traitance. Ces derniers font le même métier et sont payés souvent moins que le salaire minimum et sans les avantages ou droits au logement, aux soins et à la nourriture. Ce sont les hommes qui, avec leur famille, vivent aux alentours des mines dans des camps de fortune. Là, dans des conditions sordides et désespérantes, la colère et la rage se répandent. C'est la source des problèmes actuels et, à moins qu'on cherche à changer cette situation, d'autres tragédies devraient suivre.

Terry Bell

(traduction et adaptation: MG)

LE POING



Depuis son élection au Conseil fédéral, **Alain Berset** nous a déjà donné quelques occasions d'exprimer notre dépit. Il vient cependant d'aggraver son cas en déclarant vouloir lancer un contre-projet à l'initiative du PS sur la caisse unique et publique d'assurance-maladie. Ce combat politique déterminant pour les décennies à venir risque donc d'être entravé par l'action d'un membre du gouvernement qui, en bonne logique politique, aurait au contraire dû utiliser la maigre marge de manœuvre à sa disposition pour le faciliter. Il nous a semblé que cela constituait une raison suffisante de lui décerner notre poing de ce mois.

LA ROSE



Au contraire de l'exemple ci-contre, il est des personnes qui, lorsqu'elles se retrouvent dans un gouvernement, tentent de toutes leurs forces de mettre en œuvre le programme qu'elles défendaient avant d'y entrer. C'est le cas de **Christiane Taubira**, ministre française de la justice. Elle a lancé une très ambitieuse réforme de son ministère qui insiste en particulier sur l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir exécutif, y compris celui de la ministre elle-même. Dans un pays où la confusion des pouvoirs est habituellement érigée en mode de gouvernement, c'est un combat courageux qui mérite au moins une rose!

DOSSIER: FORMATION POLITIQUE

De l'éducation ouvrière à la formation syndicale

Quelle différence fondamentale peut-on faire entre éducation et formation? Quels objectifs poursuivait l'éducation ouvrière et qu'entendons-nous par formation syndicale? L'éducation est une action largement passive, alors que la formation nécessite l'exercice, le débat et l'action, distinctions largement partagées par toutes les formatrices-eurs.

Dans cet article, il n'est question que de structures et de cours, mais il est bien évident que l'éducation et/ou la formation – qu'elles soient politiques ou non – peuvent aussi se suivre «sur le tas», à la maison, au boulot, dans la rue, par l'apprentissage pratique, en dialoguant et en suivant l'exemple de parents, de camarades ou de collègues!

LE RÔLE INITIAL DES CERCLES OUVRIERS ET DES MAISONS DU PEUPLE

Le mouvement ouvrier, dès son origine, fait de l'accès à l'éducation et à la culture pour toutes et tous une priorité. Ainsi, dès la fin du XIX^e siècle, Cercles Ouvriers locaux et Maisons du Peuple prennent en charge l'éducation – au sens

large – et la politisation des classes ouvrières. La compréhension du monde dans toutes ses dimensions, artistiques, techniques ou historiques notamment, est jugée comme un préalable nécessaire à l'émancipation des travailleurs (et parfois des travailleuses!), dont la plupart n'ont que très peu usé les bancs scolaires.

Chercheurs, enseignants, artistes, syndicalistes émérites et politiciens chevronnés (la féminisation des titres ne se justifie malheureusement pas ici) se succèdent donc soirs et week-ends pour donner cours et conférences et offrir aux travailleuses-eurs leurs savoirs.

C'est dans ce contexte que naît à Genève, vers 1912, l'Université ouvrière (UOG), qui poursuit aujourd'hui encore sa tâche – éminemment politique – d'éducation des plus démunies, illettrées ou immigrées notamment, dans un objectif d'insertion sociale.

LA CRÉATION DE LA CENTRALE D'ÉDUCATION OUVRIÈRE (CEO) ET DE L'ÉCOLE SYNDICALE SUISSE (ESS)

Parallèlement à ce vaste mouvement d'éducation populaire, se dessine le besoin de former les cadres dont le mouvement ouvrier a besoin: des militantes et quelques permanents, animés non seulement de l'envie d'agir, mais capables de le faire efficacement.

Après 10 ans de travaux, l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste suisse créent en 1922 la CEO, qui durant près de 70 ans poursuivra le double but suivant:

- préparer à leurs tâches celles et ceux qui se consacrent au mouvement syndical, en leur fournissant les connaissances historiques, économiques, juridiques et sociologiques nécessaires et en les exerçant à les utiliser;

- offrir à celles et ceux qui désirent se cultiver des rencontres, cours ou conférences, animés par des artistes, des

universitaires et des scientifiques, spécialistes de tous domaines.

On voit là réapparaître plus clairement la différence exprimée plus haut – en terme d'objectifs – entre formation et éducation.

Il faudra pourtant attendre le milieu du XX^e siècle pour que la CEO s'implante réellement en Suisse romande. La création en 1946 de l'École syndicale suisse, grâce à un important don de Max Weber (successivement secrétaire-économiste de l'USS, président de la puissante Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment (FOBB), puis de l'Union suisse des sociétés coopératives de consommation, conseiller fédéral socialiste et chargé de cours aux universités de Berne et de Bâle), accélérera ce processus.

Jusqu'en 2001, la CEO, mandatée par l'ESS est chargée d'assurer la formation de la relève syndicale. Des cycles de cours en français permettaient, en cinq fois une semaine, de transmettre aux militantes et aux jeunes permanentes de toutes les fédérations de l'USS et de toutes les régions de Suisse romande (et même du Tessin) les connaissances de base nécessaires à leur action, le temps de les mettre en pratique, une identité commune, un réseau transcantonal, une culture propre. Car c'est tout cela, l'École syndicale d'alors.

La CEO n'est pas la seule structure syndicale à offrir des cours à ses membres et à ses militantes. Chaque fédération a sa propre structure interne pour dispenser des cours à ses membres et pour mieux maîtriser la filiation entre membre (passif), militante et permanent.

LA CRÉATION DE MOVENDO

Lorsqu'en 2001, les fédérations de l'USS et la CEO décident ensemble de créer Movendo, l'institut de formation syndicale, elles lui transmettent la totalité de l'organi-

sation des cours proposés aux membres (un cours à choix offert par an) et le chargent d'améliorer la formation des permanentes. Une formation interne aux syndicats, concernant les activités de branches ou de secteurs, subsiste pourtant, ainsi que celle en lien avec l'encadrement des militantes.

L'ESS, reprise par Movendo, se professionnalise et donne accès, après 75 jours de cours répartis sur environ trois ans, à un brevet fédéral de syndicaliste, mais elle ne s'adresse plus guère qu'aux secrétaires syndicales-aux.

Des formations spécifiques se développent parallèlement pour les membres des Commissions du personnel des entreprises (CoPe) ou les représentantes des travailleuses-eurs dans les caisses de pension.

Cette division de la formation Movendo selon le public cible est assez hermétique. Seules deux formations, «histoire du mouvement syndical» et «économie politique», permettent la rencontre des membres et des permanentes et ces formations sont remises en cause année après année! Si les militantes ont théoriquement un accès relativement large à toute la gamme de cours Movendo, ils participent dans leur région et leur secteur à d'autres réunions, conférences et cours. Leur disponibilité résiduelle est donc faible et elles-ils sont rares à suivre les formations de secrétaire syndical.

C'est probablement là le gros défaut de ce système: créer des classes à l'intérieur du mouvement syndical!

Au niveau régional, les syndicats offrent des cours à leurs militantes, permettant d'affermir le lien entre les premiers et les secondes. Ces formations de proximité sont précieuses et nécessaires. Mais le risque existe de les confiner à des formations «utilitaristes», des cours dont l'objectif n'est pas de rendre les militantes plus

autonomes (ce qui est la définition même d'une formation), mais de les «encadrer» et de les faire adhérer à un programme et à une politique définis par la hiérarchie.

UNE COMPLÉMENTARITÉ NÉCESSAIRE

Pourquoi avoir fait ce parcours historique de la formation syndicale? Pour montrer ce qu'il est advenu enfin des deux objectifs initiaux de l'éducation ouvrière... et pour réfléchir ensemble à ce qu'est une formation politique.

S'il est vrai qu'au début du XX^e siècle, les jeunes issues de la classe ouvrière n'avaient que peu accès à l'éducation supérieure, celle-ci s'est depuis partiellement démocratisée. En outre, de nombreuses structures se sont développées qui offrent une panoplie de cours sur tous les sujets possibles. La formation est devenue un marché juteux. La formation ouvrière de type généraliste a disparu et ne réapparaîtra probablement pas sous sa forme première.

Des clés de compréhension et d'analyse sont toutefois toujours aussi nécessaires aux travailleuses-eurs que par le passé, pour comprendre le monde dans lequel nous vivons... et tenter de l'améliorer!

Dans ce domaine, le rôle de Movendo et des structures syndicales locales est complémentaire, mais très certainement insuffisant. Il y a heureusement d'autres moyens de s'informer et de se former politiquement, via les associations et les partis notamment, mais aussi au travers des médias non inféodés aux idées dominantes!

*Anne Holenweg
Responsable de formation
syndicale, Movendo*

À lire:

Pierre Reymond-Sauvain, Le syndicalisme en Suisse, Genève, Éditions générales, 1966; Collectif, La valeur du travail, Lausanne, Éditions Antipodes, 2006.

À consulter:

www.movendo.ch, www.uog.ch.

DOSSIER: FORMATION POLITIQUE

Les jeunesses de partis

Naturellement, les jeunesses de partis s'appliquent à transmettre un enseignement politique, ayant à cœur de former les élues de demain. Toutes octroient une grande importance à l'initiation politique de leurs affiliées. Dans ce but, elles organisent des camps et autres rassemblements axés sur l'action politique. Elles y dispensent des formations pratiques, visant à assurer une future autonomie politique aux jeunes. Grâce à ces enseignements, les personnes intéressées à s'investir assimilent des notions le permettant. Par la suite, les connaissances acquises sont fréquemment utiles aux jeunes engagés politiquement. Cependant, l'on pourrait tout de même émettre un

reproche concernant ces formations. En effet, il est établi que celles-ci s'adressent aux membres, ou tout du moins aux sympathisantes de la jeunesse du parti. Il est vrai que l'intérêt politique des jeunes non affiliées à un quelconque parti a tendance à s'estomper de nos jours, ce qui peut potentiellement l'expliquer. Néanmoins, les jeunesses de partis auraient tout intérêt à diffuser plus largement les informations des événements qu'elles planifient. Ce faisant, il serait probable que des jeunes se considérant apolitiques y trouvent un intérêt. L'on peut donc affirmer que les partis démontrent une certaine énergie à former, mais sans viser un public suffisamment large.

Myriam Scherly

Une école pour la classe ouvrière

Les écoles Ferrer, qui essaimèrent au début du XX^e siècle en Europe, constituent l'une des premières expériences d'école destinée aux enfants de la classe ouvrière. Libertaire, anticlérical et rationaliste, Francisco Ferrer, leur créateur, fut arrêté et exécuté en 1909 par les autorités espagnoles. Fondée l'année suivante, l'école Ferrer de Lausanne, qui s'inspire directement des idées de ce dernier, aura été une magnifique expérience d'éducation libertaire pour quelques dizaines d'enfants, de courte durée toutefois puisqu'elle dut fermer en 1919. Un livre paru en 2009 en retrace l'histoire, par l'entremise d'un texte du fondateur de l'école – Jean Wintsch – écrit après sa fermeture. Centrée sur les enfants, liant travail manuel et intellectuel, apprentissage et exploration autonome, cette école, modeste par sa taille mais dont l'ambition était immense, peut encore beaucoup nous apprendre aujourd'hui. AC

À lire: Jean Wintsch, Charles Heimberg, L'École Ferrer de Lausanne, Lausanne, Entremonde, 2009.

DOSSIER: FORMATION POLITIQUE

Université: un prix d'entrée exorbitant

S'il faut s'inquiéter du manque de préoccupation pour la formation des militant·e·s dans les organisations politiques, il est tout aussi inquiétant de constater à l'inverse que certains domaines de production des savoirs semblent oublier leurs origines militantes. Ainsi, la recherche féministe représente historiquement un projet de penser ensemble l'action, la réflexion politiques et la production de savoirs.

INSTITUTIONNALISATION

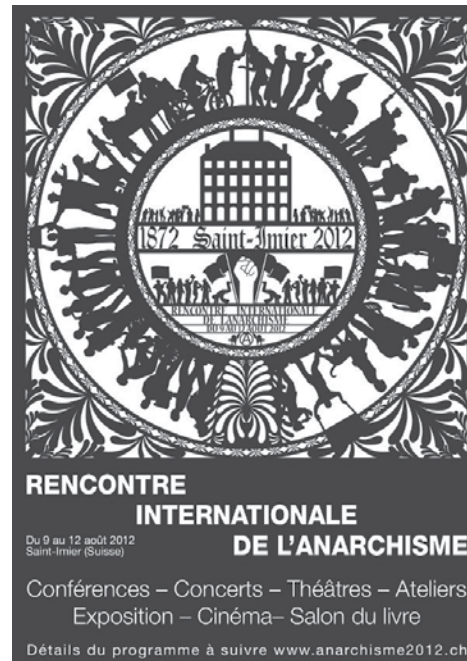
Celle-ci a été institutionnalisée à l'Université de Lausanne sous le nom plus politiquement — scientifiquement? — correct d'«études genre». L'institut lausannois a organisé du 29 août au 2 septembre 2012 une grand-messe intitulée «6^e Congrès international des recherches féministes francophones». Féministes, vraiment? Sans remettre en question le contenu des centaines de présentations qui ont été faites lors

de cet événement, les conditions du congrès étaient politiquement inquiétantes. Aucune réflexion sur l'accessibilité économique et sociale, notamment avec des prix d'inscription élevés et des procédures pour en être dispensé·e dignes de nos administrations kafkaïennes et contrôlantes. Les organisatrices·eurs n'ont invité aucune organisation militante, féministe ou autre, sans doute pour marquer des points de scientificité. Enfin, cerise sur le gâteau, Jacqueline de Quattro, conseillère d'État de la droite «décomplexée» bien connue pour sa politique d'égalité envers les migrant·e·s et les pauvres, était invitée à prononcer l'un des discours d'ouverture du congrès, discours heureusement interrompu par des féministes, qui n'avaient pas oublié le sujet de cette farce «féministe». Car ce grand rassemblement de chercheuses·eurs devait se pencher sur l'imbrication des rapports de pouvoir...

UNE AUTRE UNIVERSITÉ EST-ELLE POSSIBLE?

Certes, il ne s'agit pas de croire que l'institution féodale qu'est l'université est un lieu très propice à une formation progressiste et féministe. Ainsi, l'institutionnalisation de la recherche féministe la transforme substantiellement et l'on est en droit de se demander ce qu'il reste du projet scientifique et politique originel. Cette mésaventure doit servir de contre-exemple pour réfléchir à d'autres formes d'organisation de la production de savoirs politiquement informés et situés et doit notamment obliger à penser la formation politique sous d'autres formes, organisationnelles évidemment, mais aussi pédagogiques, ainsi que sur les dimensions pratiques et sociales de telles initiatives.

Stéphanie Pache



DOSSIER: FORMATION POLITIQUE

Une rencontre pour les militant·e·s

Interview de Michel Némitz, coopérateur d'Espace Noir et membre du comité d'organisation de la Rencontre Internationale de l'Anarchisme (St-Imier, 8-12 août 2012).

Qu'est-ce que la Rencontre Internationale de l'Anarchisme de St-Imier?

Nous avons deux buts principaux: le premier était de se rencontrer et de voir dans quelle mesure on pouvait coordonner au niveau international les différentes tendances de l'anarchisme social, c'est-à-dire l'anarchisme qui est investi dans les luttes sociales. À cette occasion, il y a donc eut à peu près 80 conférences, une trentaine de concerts, des films, des expositions, un camping, et plus de 3000 personnes sont venues du monde entier. Tous les continents étaient représentés, avec notamment des anarchistes du Japon, d'Amérique latine, et bien sûr de toute l'Europe.

Le deuxième but était de faire connaître l'anarchisme, et de briser quelques préjugés à son égard: la population de St-Imier a été surprise en voyant ces dits «anar-

chistes» sympathiques et cultivés, comme des gens me l'ont dit à plusieurs reprises. Certain·e·s des jeunes UDC avaient prévenu qu'ils craignaient que les anarchistes ne mettent à sac St-Imier... Résultat: tout le monde a salué la bonne tenue de cette rencontre, y compris au niveau de la propreté des rues, du camping, et de la convivialité qu'il y avait avec la population.

Quel rôle de formation politique peut jouer une rencontre comme celle de St-Imier?

C'était très libre, il s'agissait de rencontres, non d'un congrès ou d'une université d'été! Mais il y avait bien sûr la possibilité pour chacun de participer aux conférences, d'échanger avec les différentes pratiques et personnes, à propos des différents moyens de luttes qui sont utilisés dans les différents pays, et pour cela c'était extrêmement instructif. C'était aussi l'occasion de nouer des contacts, et de déboucher sur certaines coordinations internationales: je sais que par exemple les anarcho-féministes ont pris des contacts, et créé un réseau.

Un autre point intéressant est le fait que les deux principales internationales anarchistes, l'Internationale des Fédérations Anarchistes et le réseau Anarkismo, étaient présentes, alors que jusque là les deux mouvements étaient très séparés.

Sur quels thèmes les débats ont-ils été les plus riches?

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler: travaillant comme bénévole, je n'ai pas pu assister à beaucoup de débats... Les tables rondes étaient importantes, par exemple sur les nouveaux territoires de l'anarchisme. On constate que le mouvement anarchiste commence à se développer à des endroits où il n'avait pas de tradition, comme dans le Maghreb. Il est également en train de renaître dans des endroits où il existait mais où il avait quasi disparu, comme en Extrême-Orient (à part au Japon et en Corée, où il n'a jamais disparu). Il y avait aussi des débats sur des thèmes multiples, très larges: de l'anarcho-syndicalisme à l'éducation libertaire, en passant par le féminisme, différents aspects culturels et sociaux, ou la lutte des classes.

Quel rapport peut-on faire entre l'idée d'anarchie et celle de démocratie directe?

L'anarchisme, c'est le stade ultime de la démocratie, puisque c'est la participation de tou·te·s aux décisions. Un des fondements de l'anarchisme, c'est l'autogestion: c'est donc non seulement la démocratie au niveau politique, mais aussi au niveau économique, c'est-à-dire également l'autogestion des entreprises, des terres, des quartiers, etc. L'idée de fédéralisme est aussi importante, parce qu'il y a une volonté de respecter les minorités: il n'y a donc pas uniquement la volonté que la majorité décide, et qu'une fois qu'elle a décidé, c'est terminé! On essaie autant que possible de laisser de la place aux minorités.

Propos recueillis par Gabriel Sidler

Pourquoi St-Imier?

La Rencontre Internationale de l'Anarchisme de cet été commémorait, 140 ans après, le premier congrès de l'Internationale anti-autoritaire. Tenu en 1872 à St-Imier, ce dernier répondait à la décision de l'Association Internationale des Travailleurs (la «Première Internationale») d'exclure plusieurs délégué·e·s opposé·e·s à la tendance centralisatrice et parlementariste voulue par Marx. Les jeunes éditions Entremonde ont profité de l'occasion pour rééditer un petit livre de Marianne Enckell, du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA) de Lausanne, consacré à *La Fédération jurassienne*, laboratoire au sein duquel s'élaboreront les idées donnant naissance au mouvement anarchiste. Au-delà du célèbre affrontement entre Marx et Bakounine, cette évocation d'un pan souvent méconnu de l'histoire des luttes sociales en Suisse permet de rappeler que l'anarchisme, loin de se limiter à une révolte purement métaphysique contre le principe d'autorité, tire ses racines profondes du mouvement ouvrier, et représente à ce titre une branche à part entière du socialisme démocratique. GS

À lire: Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, Genève, Entremonde, 2012.*

DOSSIER: FORMATION POLITIQUE

«Et vous, M'sieur, vous en pensez quoi?»

En étant enseignant·e, peut-on laisser ses convictions dans sa serviette lorsqu'on franchit le seuil de sa classe? On doit en tout cas s'y efforcer. Il est clair que l'enseignant·e apporte avec elle·lui son vécu qui influe sur son enseignement, surtout dans les disciplines qui lui offrent une certaine liberté dans l'élaboration de son programme. Parler d'un sujet, en éluder un autre, autant de choix qui sont dictés au moins partiellement par ses convictions. Mais on doit tout de même faire preuve d'une certaine retenue. Il y a évidemment l'aspect légal qui empêche les dérapages graves. La loi scolaire du canton de Vaud, par exemple, rappelle que «l'école respecte les convictions religieuses, morales

et politiques des enfants et de leurs parents» et bannit toute forme de «propagande».

LIBERTÉ DES ÉLÈVES

Affirmer ses convictions et faire de la propagande ne sont évidemment pas deux choses identiques, mais il y a une deuxième raison qui doit inciter les enseignant·e·s à la retenue devant leurs élèves: la relation de domination qui les lie les un·e·s aux autres. Car l'école actuelle, loin d'être le lieu de débats et de réflexion que nous pourrions appeler de nos vœux, est avant tout une institution sélective et hyper-compétitive dont les enseignant·e·s sont un rouage essentiel puisque ce sont elles·eux qui, au final, sanctionnent l'élève

par une évaluation. Ce statut d'examinatrice·eur pèse lourdement dans la relation entre les enseignant·e·s et les élèves.

Combien sommes-nous à avoir dû endurer les discours réactionnaires d'un·e enseignant·e sans oser contredire celui ou celle qui, au final, décidera de notre réussite scolaire? Cela ne signifie pas — heureusement! — que tout débat est impossible en classe, mais j'ai pu observer que plus l'enseignant·e adopte une position en retrait, plus la parole de sa classe se libère. Il faut parfois savoir renoncer à une partie de sa liberté pour favoriser celle des élèves.

Si certaines de ses convictions sont parfois mises entre parenthèses, l'enseignant·e a une

mission d'une importance capitale: aider ses élèves à en avoir. Quel rôle plus fondamental pour l'école? Donner les moyens à nos élèves de remplir leur rôle de citoyennes et de citoyens en leur permettant de se forger un regard critique sur la société dans laquelle elles·ils vivent. Cet objectif central est d'ailleurs au cœur de tous les textes scolaires, malgré les pressions des milieux économiques qui aimeraient parachever la transformation de l'école en antichambre du monde du travail. C'est cette conviction que je veux protéger et tant pis si je dois continuer à me mordre la joue lorsque revient cette question d'élève: «Et vous, M'sieur, vous en pensez quoi?».

Julien Wicki

CONGRÈS DE LUGANO

Pour une démocratie économique d'orientation sociale et écologique

Contre-proposition à la version brève du Programme du parti proposée par la direction du PS suisse, rédigée par Willy Spieler et adoptée lors du Congrès de Lugano, les 8 et 9 septembre 2012.

NOS VALEURS FONDAMENTALES: LIBERTÉ – JUSTICE – SOLIDARITÉ

Liberté, justice et solidarité sont les valeurs fondamentales du socialisme démocratique. Elles reprennent la promesse révolutionnaire des Lumières (liberté, égalité, fraternité), qui reste inachevée aussi longtemps que la liberté ne signifie que la liberté des possédant-e-s.

1. Liberté

Seule une société qui accorde des libertés égales à chacune et à chacun est une société libre. Le PS défend les droits fondamentaux, notamment les libertés de conscience, de religion, d'expression, de la presse, de réunion et d'association. À l'irrationalisme et au fondamentalisme religieux, le PS oppose un modèle de société pluraliste dans un État laïc.

2. Justice

L'égalité signifie non seulement l'égalité des droits mais aussi l'égalité sociale réelle entre les individus. Le droit au travail, à la formation, à la santé, au logement et au minimum vital doivent être développés jusqu'à devenir des droits fondamentaux que l'on peut faire valoir en justice.

Chaque être humain est égal en dignité et doit par conséquent disposer des mêmes opportunités dans la vie, indépendamment de son sexe, de sa race, de sa religion de son orientation et de son identité sexuelles, de son origine, de sa nationalité, ou de son handicap.

3. Solidarité

Une politique solidaire prend le parti des opprimé-e-s, des exploité-e-s, des membres les plus faibles de la société et de la nature. Le PS milite pour une politique qui profite à toute

notre société plutôt qu'à une poignée de privilégiés. La solidarité se décline en trois axes: la solidarité au sein de notre société, la solidarité internationale et la solidarité avec les générations futures.

NOTRE VISION: LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

Nous, socialistes, avons une tradition visionnaire. Notre vision est le socialisme démocratique. Il repose sur nos valeurs fondamentales, respecte la dignité de l'être humain et vise à le libérer de toute exploitation, oppression et détresse. La démocratisation de tout ce qui est démocratisable dans notre société est le véritable cœur du socialisme démocratique.

1. La démocratisation de l'économie

Le parti socialiste n'accepte pas de considérer le capitalisme comme la fin et encore moins comme l'aboutissement de l'histoire humaine. Il a toujours envisagé un ordre économique différent qui irait plus loin que le capitalisme, le dépasserait par la démocratisation de l'économie et le laisserait enfin derrière lui.

Le capitalisme globalisé entraîne une régulation de la politique par l'économie, alors que c'est la démocratie politique qui devrait réguler l'économie. Les États perdent du pouvoir, la démocratie cède du terrain, l'aspiration personnelle au profit maximal prend le pas sur le souci du bien commun, la privatisation des biens publics s'accélère. L'économie autoritaire met en danger la démocratie politique. Le modèle capitaliste de production actuellement dominant sollicite de manière excessive la capacité biologique de la planète.

Nous ne voulons pas que l'être humain soit au service de l'économie, mais que l'économie soit au service de l'être humain. Nous voulons libérer les gens d'un travail salarié alié-

né et aliénant et supprimer la discrimination dont les femmes font l'objet. Nous voulons une économie qui soit au service de la qualité de la vie, qui préserve les bases naturelles de la vie et qui favorise la cohabitation harmonieuse de toutes et tous au sein d'une société fondée sur la liberté et la démocratie.

2. Un nouvel ordre de la propriété et un nouveau droit foncier

Le cœur de la démocratisation de l'économie est la démocratisation de l'ordre de la propriété. En effet, les grandes entreprises disposent d'un pouvoir trop important dans la société et les groupes internationaux se soustraient toujours plus aux régulations nationales.

Le PS ne veut pas supprimer toute propriété personnelle et d'usage. Il prône un ordre de la propriété différent, qui assume des devoirs envers la société, tout en étant écologiquement et économiquement fonctionnel.

Une démocratie économique signifie notamment que le sol doit appartenir aux pouvoirs publics, aux coopératives agricoles, aux coopératives de construction d'intérêt public et aux personnes qui l'utilisent pour leurs propres besoins.

3. Un monde juste et pacifique

Le socialisme démocratique ne saurait exister sans un ordre mondial juste et pacifique. Il est inacceptable que les marchandises soient concurrentielles lorsqu'elles sont produites par le travail forcé ou par le travail des enfants, ou bien parce que leur production détruit l'environnement naturel sans compensation. Nous voulons une économie mondiale dont profitent aussi bien les habitant-e-s des pays industrialisés que celles et ceux des pays du Sud.

Le PS préconise la suppression de l'armée suisse. [...]

La suite du texte se trouve sur www.pagesdegauche.ch.

CONGRÈS DE LUGANO

Congrès du PSS: pas si mal!

Notre jugement du mois dernier n'a pas changé: le PSS aurait mieux fait de consacrer son Congrès à la crise et à la mise en œuvre du nouveau programme qui traite justement de la démocratisation de l'économie. Néanmoins, disons-le tout aussi franchement, le Congrès de Lugano du 8 et 9 septembre nous a déçu en bien. Premièrement, l'élection de Géraldine Savary et de Barbara Gysi à la vice-présidence du PSS féminise et ancre plus à gauche la direction du parti.

Deuxièmement, l'aile gauche du parti a réussi à faire passer sa version brève du programme de Lausanne en lieu et place du texte indigeste que le comité directeur avait préparé (voir ci-contre). Du coup, nous disposons d'une version brève du programme qui place au centre le socialisme démocratique, les valeurs socialistes, le dépassement du capitalisme, la

démocratisation de l'économie et l'abolition de l'armée.

Troisièmement, enfin, le virage à droite à propos du papier sur la migration n'a pas eu lieu. Certes, le cadrage utilitariste de la migration, et l'approche en termes de «problèmes et chances» demeurent. Mais les amendements qui ont été gagnés par la gauche du parti, y compris parfois avec de larges majorités, ont passablement recadré le document de la direction du PSS (malgré ce que prétendent les communiqués de presse triomphalistes...).

Jugez un peu: refus de la généralisation de l'aide d'urgence pour les requérant-e-s d'asile, régularisation collective des sans-papiers (moyennant certains critères), droit du sol intégral (y compris pour les enfants migrants «illégaux»), refus du recours aux mesures de contraintes pour l'expulsion de requérant-e-s débouté-e-s,

refus des prétendus «contrats d'intégration», etc. Pour le dire autrement, la politique de la ministre Sommaruga (d'ailleurs absente le dimanche lors du vote de ces amendements) a été largement désavouée par la base du parti. On peut difficilement prétendre qu'il ne s'agit que de quelques modifications marginales. De plus les éléments qui nous semblaient déjà bons demeurent dans la version finale, notamment la forte critique de la libre circulation des personnes.

Bien sûr, comme d'habitude, il ne s'agit que d'un papier. Et si personne n'a la volonté de le mettre en œuvre (et on peut douter que la direction du PSS se reconnaisse dans toutes les orientations qui ont été prises), il restera lettre morte. En l'occurrence, ce serait dommage.

Romain Felli

DÉBAT

Mendicité à Lausanne

L'initiative du PLR contre la mendicité par métier, associée au traumatisme de l'échec du bistrot social devant la population, fait des ravages au Parti socialiste lausannois (PSL).

Le PSL s'est réuni au début du mois de septembre afin de prendre position sur un contre-projet de la municipalité visant à instaurer la mise en place d'un zonage de la mendicité en ville et ainsi tenter de répondre à l'initiative du PLR. La mendicité active serait ainsi interdite dans toute la ville. Seule la mendicité passive à plus de cinq mètres des lieux de manipulation d'argent et des commerces ainsi que hors des places et jardins publics serait autorisée. Autant dire que le contre-projet expulse la mendicité du centre-ville et des zones attractives pour la pratiquer. Non moins étonnant est le fait

que l'analyse du contre-projet, pertinente dans son ensemble, aboutit à la conclusion que la mendicité n'engendre pas de problème de sécurité publique, mais estime néanmoins qu'une interdiction masquée serait une solution.

Que la municipalité soit partie du principe que la bataille contre l'initiative était trop difficile malgré l'échec patent de l'interdiction à Genève, qu'elle ne questionne pas publiquement les problèmes réels, supposés ou fantasmés, qu'elle considère que la population en a *a priori* ras-le-bol de voir déambuler des populations fragilisées est une chose. Que le Parti socialiste lausannois lui emboîte le pas en est une autre.

En effet, d'une part, les critiques faites à l'encontre de l'initiative quant à son application semblent être également

en grande partie valables pour un zonage de cette mendicité. Et, d'autre part, répondre avec ce contre-projet, c'est valider en grande partie les présupposés et le discours de nos adversaires sur la question en criminalisant la pauvreté et en oubliant le rôle de formatrices d'opinions qu'ont toutes les organisations politiques dans le débat public.

Il ne s'agit pas ici bien entendu de défendre la mendicité comme étant une activité acceptable dans un projet socialiste. Toutefois, s'il y avait un aveu d'impuissance à faire devant la population lausannoise, cela aurait été plutôt celui de pouvoir résoudre les problèmes structurels du capitalisme international au niveau municipal.

Sébastien Schnyder

ON NOUS ÉCRIT

Défendre les employé·e·s de banque

L'article «Transfert sous tension», publié dans le n° 114 de Pages de gauche et consacré au transfert des noms d'employé·e·s de banques aux autorités américaines, a suscité la réaction suivante de Jean Christophe Schwaab, président romand de l'Association suisse des employés de banques (ASEB).

En prétendant que «tout au moins une majorité de ces collaboratrices·eurs ne pouvaient ignorer la nature des transactions (...)», *Pages de gauche* semble considérer que les employé·e·s de banque dont

les données ont été livrées aux autorités étasuniennes n'ont, au fond, que ce qu'ils et elles méritent. L'article pose néanmoins la (bonne) question de la responsabilité personnelle des employé·e·s. On pourrait en effet penser que ces dernières·ers devaient être au courant, vu que l'évasion fiscale a été érigée en véritable modèle d'affaire avec le soutien explicite de la majorité bourgeoise aux commandes du pays et que les onze banques mises en cause n'ont fait que reprendre la clientèle américaine d'UBS, dont on pouvait bien penser qu'elle était douteuse. On pourrait aussi penser que les employé·e·s informé·e·s auraient dû dénoncer ces agissements scandaleux de leur employeuse·eur, ou quitter leur emploi, afin de ne plus les cautionner.

Cette opinion passe malheureusement sous silence le fait que, parmi les personnes concernées, on trouve une majorité d'employé·e·s subalternes n'ayant qu'un rapport pour le moins distant, si ce n'est totalement inexistant, avec la clientèle étasunienne. Parmi eux se trouvent bon nombre de secrétaires ou assistant·e·s qui ont eu la malchance de voir leur nom apparaître au détour d'un organigramme, d'un courriel ou d'un PV, ce qui a suffi à le voir livré en pâture aux côtés de quelques vrais responsables de l'évasion fiscale.

Quoi qu'il en soit, il est clair que certain·e·s des employé·e·s concerné·e·s ne pouvaient ignorer que leur activité quotidienne était illégale, ou en tout cas aux limites de la légalité (en raison de la scandaleuse distinction helvétique entre «fraude» et «soustraction»). Mais, en l'absence de toute protection contre le licenciement abusif (lacune de la législation par ailleurs déjà dénoncée à juste titre par *Pages de gauche*), on ne saurait attendre de celles et ceux qui ne pouvaient ignorer ces manigances infâmes qu'ils adoptent l'attitude hé-

roïque des dénonciatrices·eurs (ou *whistleblowers*). Dans le secteur de la finance plus que dans d'autres branches, celui ou celle qui parle est en effet considéré comme un traître et n'a plus aucune chance de retrouver un emploi, même lorsqu'un tribunal lui donne raison. Dans une période marquée par d'importantes restructurations, impossible donc d'exiger des salarié·e·s qu'ils et elles risquent leur emploi.

Il est enfin pour le moins surprenant de considérer «swissrespect» comme parangon de la mobilisation indignée des salarié·e·s trahi·e·s. Un rapide coup d'œil sur le site de cette association plutôt conservatrice permet de constater qu'elle prône, entre autre, la protection des «avantages» de la place financière, autrement dit le secret bancaire. On constate aussi qu'avec ses quelques dizaines de membres revendiqués, elle ne saurait être considérée comme représentative, surtout en comparaison avec l'ASEB, syndicat membre de l'USS faut-il le rappeler, et ses quelque 9000 syndiqué·e·s.

*Jean Christophe Schwaab,
Conseiller national PS
Président romand de l'ASEB*

SITE INTERNET

Nouveautés sur notre site Internet

Vous trouvez toujours sur notre site le résumé du programme du PSS, adopté lors du congrès de Lugano et dont nous reproduisons ici le début (en p. 8).

Nous avons également relayé un appel de fonds de Solidar Suisse en faveur des réfugié·e·s syrien·ne·s.

Enfin, vous pouvez bien sûr encore commander le livre des 10 ans de *Pages de gauche*.

GENÈVE

Vive le gouvernement monocolore de gauche!

Le 4 novembre prochain, les citoyen·ne·s habitant en Ville de Genève seront appelés à se rendre aux urnes pour l'élection complémentaire du Conseil Administratif (CA). Ils et elles auront le choix entre un candidat PDC soutenu par le PLR, un candidat UDC soutenu par le MCG, et un candidat du Parti du Travail soutenu par la Jeunesse socialiste, Salika Wenger. Si Mme Wenger était élue, elle rejoindrait le CA actuel composé de deux socialistes, d'une Verte, et d'un membre de Solidarités.

À cette idée, des voix sont montées de droite comme de gauche pour appeler à la modération afin d'éviter de se retrouver avec un gouvernement monocolore. Ainsi, selon elles, un gouvernement composé de membres

de quatre partis différents se réduirait à une seule couleur politique et idéologique. Bien évidemment, dans ce cas, autant que les composantes de l'Alternative fusionnent, si elles sont si chromatiquement identiques!

Ce qui est incroyable, c'est de prétendre qu'un parti serait lui-même monochrome, alors qu'il est bien connu que l'on y trouve un grand nombre de tendances diverses et variées formant des ailes et des mouvements internes. Mais ce qui encore plus incroyable, c'est d'entendre certain·e·s à gauche dire que les citoyen·ne·s de droite ont le droit d'être représentés.

Cette conception consensuelle et compromissionnaire de la démocratie fait abstraction des rapports de classe en politique: les

partis de droite ne sont en effet que les émanations des intérêts de classe qu'ils défendent. Autrement dit, penser que la droite a sa place dans un gouvernement aux côtés de la gauche, c'est croire que les classes dominantes ont toute légitimité à être au pouvoir politique, et c'est par conséquent nier l'essence même du projet socialiste qui consiste en la réalisation de la société sans classe, où toute domination de classe aura disparu.

Le 4 novembre donc, la gauche devra prendre ses responsabilités politiques et idéologiques, et élire Salika Wenger à l'exécutif de la Ville de Genève, car davantage de pouvoir pour la gauche, c'est davantage d'opportunités pour améliorer la vie de la population.

Adrien Faure

UNIVERSITÉS

La recherche va mal

Pour beaucoup de chercheuses·eurs universitaires dans le monde, la recherche va mal. Derrière les satisfecit répétés des différentes instances officielles – les universités, les programmes nationaux de recherche, les agences de financement – se cachent des maux qui affectent toute la recherche : compétition effrénée entre individus contraire aux valeurs de l'université, précarisation de plus en plus poussée des chercheuses et des chercheurs qui accumulent des contrats de courte durée pour des salaires de misère, faible intérêt des sujets que l'on peut espérer «vendre» aux bailleurs de fonds, enseignement négligé car dévalorisé, obsession des «rendements», etc.

Si l'on publie de plus en plus et qu'on le fait de mieux en mieux savoir, cela signifie-t-il automatiquement que l'on fasse de meilleures recherches? Une bonne recherche ne nécessite-t-elle pas tout simplement d'avoir du temps

et de pouvoir prendre le risque de ne pas trouver ce que l'on pensait chercher? L'une et l'autre de ces conditions ont disparu dans l'environnement actuel, dominé par les «projets de recherche», les «transferts de connaissances», les «évaluations» incessantes et le raccourcissement de la durée des financements. La Suisse n'est pas épargnée par ces problèmes, loin s'en faut.

Et pourtant, il existe des lieux dans lesquels s'élaborent des stratégies de résistances, des personnes qui refusent la normalisation imposée à la recherche, peut-être même quelques institutions qui prennent lentement conscience de l'impasse dans laquelle les mènent les pratiques actuelles. Pour fédérer ces stratégies et ces personnes, pour rappeler à chacun·e que l'on peut imaginer une autre recherche que celle qui est considérée légitime aujourd'hui, un groupe de chercheuses·eurs de l'Université de Lausanne, sous la ban-

nière de l'Acidul (Association du corps intermédiaire et des doctorant·e·s de l'Université de Lausanne), a décidé d'organiser cet automne des États généraux de la recherche, premiers du genre en Suisse. Il est temps de lancer une contre-offensive face aux logiques qui commandent l'université depuis l'instauration du processus de Bologne, et il est nécessaire de le faire collectivement. Ces États généraux sont peut-être l'une des dernières opportunités de le faire.

D'ici là, ces chercheuses·eurs regroupent des «cahiers de doléances» pour pouvoir cerner au mieux le malaise existant actuellement dans le monde de l'enseignement supérieur, et invitent toutes les personnes concernées à leur en envoyer un, et à participer à ces États généraux, le 2 novembre à Lausanne.

Antoine Chollet

*Plus d'informations sur
www.unil.ch/acidul.*

EN BREF

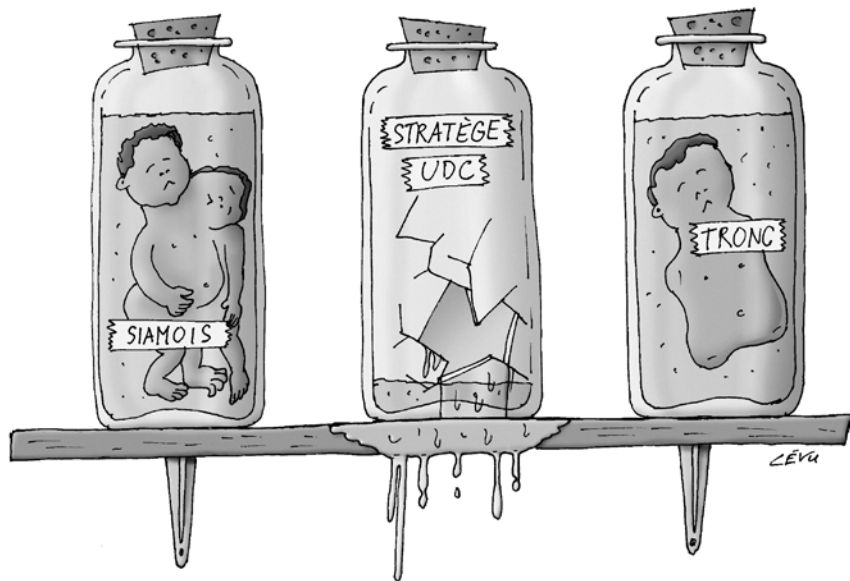
«Un toit est un droit»

À l'initiative du Forum des luttes et des résistances, rejoint par plusieurs autres organisations allant de l'Asloca à Intersquat en passant par les syndicats ou l'Association pour le logement des jeunes en formation (ALJF), un appel à manifester pour défendre le droit au logement a été lancé: rendez-vous est donc pris le **jeudi 11 octobre à 17h30 à la place St-François**.

La diversité des groupes organisateurs offre l'occasion de réfléchir aux différentes options politiques réunies sous cette même bannière du droit au logement: qu'y a-t-il en effet de commun entre la proposition de mesures visant à garantir aux locataires une meilleure information sur le droit du bail, et celle d'un «droit de réquisition» des maisons vides, ou sa mise en application pratique par le mouvement squat?

La question centrale, dans ce domaine comme dans tant d'autres, semble rester celle qu'ouvre l'opposition classique entre valeur d'usage et valeur d'échange: examiner l'état du droit au logement à cette aune, c'est réaliser que la plupart des maisons que l'on construit actuellement le sont pour être louées ou vendues avec profit, et non pour être habitées. Et s'il est bien évidemment nécessaire, dans la situation présente, de donner aux locataires le maximum de moyens de se défendre, il ne faut pas perdre de vue que le droit d'usage et l'autonomie de l'habitant·e s'opposent bien souvent frontalement à la sacro-sainte propriété privée, surtout lorsqu'elle est lucrative. La propriété du sol n'est rien d'autre que le résultat institutionnalisé du vol d'un bien commun: sauf à vouloir aménager la dépossession, crions donc avec Rousseau (c'est l'année, paraît-il): «vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne».

Gabriel Sidler



Mörgeli viré
du musée
d'histoire de la
médecine.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Mendicité organisée

Les mendiant·e·s à plus de cinq mètres des bancomats, et l'UBS à plus d'une place de la BNS.

Chasse

Un chacal doré serait arrivé en Suisse (non, il ne s'agit pas de Bernard Arnault).

Pro helvetia

Ivan Frésard devrait produire le nouveau film de Véronique Genest.

Fort de café

Il existerait des conflits insolubles.

Fumée passive

Face au stress de la caisse unique, Alain Berset pourra toujours s'en fumer une dans son bureau.

Insécurité

Après les pasta party et les botellons, Lausanne expérimente les descentes de police géantes. Mais que fait-elle?

Le mur du çon

... allègrement dépassé par nos confrères et consœurs de 24 Heures pour leurs 250 ans. Joyeux anniversaire!

Musée

Mörgeli a été retiré des vitrines.

SALLE DES PAS PERDUS

Un conte britchon

Il était une fois un canton qui avait mal à ses finances, selon son grand argentier. Il avait mal à sa géographie aussi, écartelé entre des monts réputés brumeux et enneigés et un littoral prétendument arrogant et aristocrate. Il avait mal à ses transports enfin, car l'on pouvait encore se figurer les vieilles locomotives à vapeur pour lesquelles avait été conçue une certaine voie tortueuse agrémentée d'un pittoresque cul-de-sac.

Or voilà que ledit canton, las de son trou, voulut se débarrasser de l'embarrassant cul-de-sac, et, l'impécunieux, manœuvra habilement pour se faire financer tout cela par une richissime régie nationale et un État fédéral qui ne l'était pas moins.

On demanda à la population son avis. La frilosité de celle-ci la conduisit à mélanger ses calculs, prenant des pommes pour des poires, habillant Jean pour déshabiller Claude, et décidant finalement de soigner ses maux selon une méthode traditionnelle: en pratiquant la saignée.

Le cadavre exsangue au bord de la voie, c'est celui d'un canton qui ne comprit pas sa maladie, ne voulut pas la traiter, et refusa les remèdes qu'on lui offrait, déjà payés pour partie. Ce canton, ce n'était pas le malade imaginaire, c'était le moribond satisfait. AC